

**PLAN D'ACTION 2000
SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE**

**RAPPORT ANNUEL
2001 - 2002**

SEPTEMBRE 2002

TABLE DES MATIÈRES

Résumé	5
Introduction	7
RAPPORTS SOMMAIRES	8
Rapports sectoriels sommaires	8
Transports	9
Électricité	11
Hydrocarbures	12
Édifices	13
Agriculture	15
Foresterie	17
Minéraux et Métaux	19
Mesures industrielles intersectorielles	21
Opérations gouvernementales: Prêcher par l'exemple	23
Internationale	25
Mesures industrielles multisectorielles	27
Science, Impacts et Adaptation	29
Programme du changement climatique des communautés autochtones et du Nord	31
Autres initiatives	33
Communications ministérielles	33
BIOCAP	35
PERFORMANCE FINANCIÈRE	36
Dépenses globales et solde	36
Dépenses sectorielles et soldes	37
PROCHAINES ÉTAPES	38
ANNEXE 1	39
ANNEXE 2	49

NOTE AU LECTEUR

**Veillez prendre note que ce document
constitue la traduction d'un document écrit
originellement en anglais**

Résumé

Le *Plan d'action 2000 du gouvernement du Canada sur le changement climatique (Plan d'action 2000)*, annoncé dans l'énoncé économique fédéral d'octobre 2000, constitue une composante importante de l'action du Canada en matière de changement climatique. Visant des secteurs clés, le *Plan d'action 2000* est un projet de 500 M\$ sur cinq ans dont le résultat attendu, lorsque la mise en oeuvre sera complétée, est l'atteinte d'une réduction annuelle d'émissions de gaz à effet de serre (GES) estimée à 65Mt en 2010 (45 Mt de réductions réalisées au Canada et 20 Mt de réductions obtenus par le secteur privé via la réalisation de projets internationaux facilité par le Bureau canadien du mécanisme pour un développement propre (MDP) et d'application conjointe (AC)). Bien que principalement axé sur l'atténuation des GES, le *Plan d'action 2000* fait de plus avancer la connaissance et ses assises dans les domaines suivants: la science du climat; les impacts et l'adaptation; les communautés autochtones et du Nord; et les innovations technologiques.

Sous le leadership d'Environnement Canada et de Ressources Naturelles Canada, cette initiative à gestion horizontale implique sept ministères et 45 mesures spécifiques dans des secteurs distincts bien qu'inter-reliés. Le *Plan d'action 2000* est appuyé d'un effort de communication ministérielle et finance aussi l'initiative « BIOCAP » qui aide et encourage les réseaux de chercheurs et qui établit un pont entre le gouvernement et les organisations non-gouvernementales impliquées dans la gestion des GES de la biosphère.

Ce rapport annuel présente les progrès réalisés par le *Plan d'action 2000* au cours de l'année financière 2001-2002. Dans l'ensemble, la première année d'opérations du *Plan d'action 2000* est considéré un succès. Étant donné que le Conseil du Trésor avait donné une approbation conditionnelle au *Plan d'action 2000* à la fin du mois de mai 2001 et une approbation finale seulement en octobre 2001; le travail de la première partie de l'année a porté sur l'élaboration des détails du programme et des nouveaux cadres de responsabilité obligatoire, sur la mise en oeuvre des mécanismes de gouvernance, sur l'organisation des ressources et sur la mise en place de partenariats avec les autres paliers de gouvernement et les parties intéressées. Durant le reste de l'année, les efforts ont servi à mettre le programme en oeuvre, à créer des partenariats et à développer une plus grande sensibilisation du public et des parties intéressées.

Au 31 mars 2002, toutes les mesures du *Plan d'action 2000* étaient au stade de la mise en oeuvre et le personnel nécessaire avait été engagé. Bien que le programme n'était pas supposé générer de réduction d'émissions de GES à sa première année, des réductions ont été rapportées dans les secteurs des Transports, de l'Électricité, des Édifices et des Mesures industrielles intersectorielles. Même si, ces premières réductions sont plutôt modestes en terme de tonnage (approximativement 0,61 MT), elles fournissent des indications encourageantes que les mesures du *Plan d'action 2000* ont commencé à montrer des résultats tangibles et qu'elles génèrent un intérêt significatif dans la communauté des parties intéressées tel que mis en évidence par le nombre de partenariats qui ont été ou qui sont en train d'être négociés. Pour 2001-2002, les ministères indiquent que le *Plan d'action 2000* a établi des partenariats conduisant à des engagements formels signés pour une valeur d'environ 79 M\$, la plupart en ressources externes,

comprenant 17,3 M\$ de contributions en argent et 61,7 M\$ en biens. Il y a également un total de 42 partenariats en biens de signés provenant de collaborations entre des organisations et pour lesquels des valeurs spécifiques en argent ne sont pas disponibles. D'autres partenariats font actuellement l'objet de négociations dans la plupart des mesures; les nouveaux partenariats confirmés seront indiqués dans les prochains rapports d'étape.

En ce qui a trait aux performances financières, tel qu'anticipé à la mi-année, les dépenses du *Plan d'action 2000* sont significativement plus basses que la planification initiale, ce qui est dû, pour une large part, aux délais dans la mise en oeuvre et dans les annonces de mesures.

Approximativement, 54% (35,2 M\$) du budget de 64,8 M\$ approuvé pour 2001-2002 ont été dépensés; tout le reste des 29,6 M\$ sauf approximativement 0,92 M\$ (1,4%) a été réaffecté aux années futures.

La base du *Plan d'action 2000* est une action coordonnée, soutenue et informée par les gouvernements, l'industrie, les groupes intéressés et les Canadiennes et les Canadiens. C'est une initiative à long terme dont les premières années de travail servent à bâtir des partenariats actifs, à mettre en place l'infrastructure nécessaire pour réaliser des réductions significatives de GES en 2010 et de continuer à favoriser l'avancement de la connaissance et ses assises. On s'attend à des réductions annuelles modestes dans les premières années du programme. Les réductions d'émissions augmenteront au cours de la période de financement et bien au delà, alors que le financement augmentera, que le programme atteindra son niveau de maturité et que les buts et objectifs du *Plan d'action 2000* seront plus fermement intégrés par la société canadienne.

Au cours de l'année qui vient, les efforts porteront sur la réalisation du programme qui profitera de sa première année entière d'opération pour toutes les mesures avec, en plus, des augmentations bien que modestes des réductions des émissions de GES attendues dans des secteurs spécifiques. C'est également en 2002-2003 que commenceront les préparatifs de révisions de mi-programme prévues pour septembre 2003, incluant l'élaboration de critères d'évaluation et une révision des objectifs de GES.

Introduction

Pour faire suite à la signature du Protocole de Kyoto en décembre 1997, les premiers ministres du Canada se sont rencontrés pour discuter des moyens à prendre pour faire face aux objectifs du Canada en matière de changement climatique. Établi en 1998, le Processus national sur le changement climatique amène l'industrie, le monde universitaire, les organisations non-gouvernementales, les municipalités et les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux à développer ensemble, des solutions au changement climatique. Sur la base des résultats de vastes consultations, les gouvernements du Canada, des provinces et des territoires ont convenu d'élaborer une série de plans nationaux d'activités faisant ressortir les actions à mener individuellement et collectivement en réponse au changement climatique.

Le *Plan d'action 2000* représente la contribution du gouvernement du Canada au *Premier plan national d'activités sur le changement climatique* et constituera une composante-clé de l'action fédérale sur le changement climatique dans les plans nationaux subséquents. Annoncé dans l'énoncé économique fédéral d'octobre 2000, le *Plan d'action 2000* se concentre d'abord sur la réduction des GES dans des secteurs clés; le résultat attendu, lorsque la mise en oeuvre sera complétée, est l'atteinte d'une réduction annuelle d'émissions de GES estimée à 65Mt en 2010 (45 Mt de réductions réalisées au Canada et 20 Mt de réductions obtenus par le secteur privé via la réalisation de projets internationaux facilité par le Bureau canadien du mécanisme pour un développement propre (MDP) et d'application conjointe (AC)). Bien que principalement axé sur l'atténuation des GES, le *Plan d'action 2000* apporte aussi son soutien aux travaux en cours pour faire avancer la connaissance et ses assises dans les domaines suivants: la science du climat; les impacts et l'adaptation; les communautés autochtones et du Nord; et les innovations technologiques.

Le *Plan d'action 2000* est un projet de 500 M\$ sur cinq ans, à gestion horizontale sous le leadership d'Environnement Canada et de Ressources Naturelles Canada. Sept ministères y sont directement impliqués via 45 mesures spécifiques dans des secteurs distincts bien qu'inter-reliés. L'ensemble de l'Initiative est appuyée de communication ministérielle et finance aussi l'initiative « BIOCAP » qui aide et encourage les réseaux de chercheurs et qui établit un pont entre le gouvernement et les organisations non-gouvernementales impliquées dans la gestion des GES de la biosphère

Ce rapport annuel présente les progrès réalisés par le *Plan d'action 2000* au cours de l'année financière 2001-2002; la première année de l'initiative, qui avait reçu une approbation conditionnelle du Conseil du Trésor en mai 2001 et une approbation finale en octobre 2001. Ce rapport se base sur le rapport d'étape produit en novembre 2001 et considère les progrès au niveau des secteurs avec un rapport spécifique sur chaque secteur de même que sur les communications ministérielles et l'initiative BIOCAP. L'annexe 1 couvre les performances financières, donne des détails sur les dépenses effectuées au cours de l'année financière 2001-2002 et présente un profil de financement révisé pour tous les secteurs et toutes les mesures. L'annexe 2 du rapport regroupe les rapports annuels spécifiques pour chacune des 45 mesures de même que des communications ministérielles et de l'initiative BIOCAP. Cette section plus

détaillée couvre également les éléments de rapport requis par les cadres de gestion et de responsabilité axés sur les résultats (CGRR) approuvés par le Secrétariat du Conseil du trésor et sera produit sur une base régulière comme faisant partie du cycle des rapports annuels.

RAPPORTS SOMMAIRES

Rapports sectoriels sommaires

La section suivante fournit une vue d'ensemble des progrès et des résultats obtenus au cours de l'année financière 2001-2002 dans les divers secteurs du *Plan d'action 2000*.

Pour chacun des secteurs du *Plan d'action 2000*, un rapport individuel d'environ une page fait ressortir les principaux résultats obtenus, présente un bref sommaire du niveau de mise en place de la mesure et, selon le cas, identifie les défis à relever et les prochaines étapes. Préparé par le ou les ministères fédéraux responsables de la mise en oeuvre au niveau sectoriel chaque rapport indique aussi le montant total du financement sectoriel alloué pour la période de cinq ans et une estimation sectorielle annuelle des réductions des émissions de GES attendues pour 2010.

Le rapport annuel contient 13 rapports sectoriels reflétant les composantes des domaines économiques et du domaine de la connaissance et ses assises du programme.

SECTEUR	Transports		
Budget total (M\$)	96	Objectif annuel de réduction de GES en Mt de CO ₂ en 2010	8.89
<p>Dans l'ensemble, il y a eu des progrès intéressants dans la mise en œuvre des cinq mesures du secteurs des Transports.</p> <p><i>L' Alliance canadienne sur les piles à combustible dans les transports</i> a mis en place deux comités et cinq groupes de travail réunissant quelque 100 participants de l'industrie des piles à hydrogène et à combustible, des gouvernements provinciaux, des fournisseurs de combustible et d'équipement, d'organisations non-gouvernementales, des manufacturiers d'automobiles, des entreprises de transport en commun, des collèges et universités et des ministères fédéraux. Au cours de l'année, plusieurs organismes ont tenu des rencontres au cours desquelles des plans de travail ont été élaborés et des activités spécifiques ont été mise en marche afin de faire la démonstration de plusieurs stations de service dans tout le Canada pour les véhicules à piles à combustible; l'établissement de normes nationales et internationales pour les systèmes de ravitaillement en hydrogène; le développement d'équipement de sécurité de pointe et de procédures d'entraînement et de certification; et l'évaluation et la comparaison des divers systèmes de production et de livraison d'hydrogène pour les véhicules.</p> <p><i>Le Programme de l'efficacité des carburants pour les véhicules moteurs</i> s'est chargé de la coordination des politiques avec les États-Unis sur un nouvel objectif d'efficacité des carburants par le biais de rencontres formelles et informelles avec les fonctionnaires du Département de l'énergie et du Département des transports (DDT) des États-Unis (DDÉ) et d'études conjointes relevant du protocole d'entente RNCan/DDÉ pour aider à développer cet objectif d'efficacité. L'industrie a été avisée que des négociations devaient commencer au milieu de 2002. Des études de marchés ont été réalisées sur le niveau de connaissance des consommateurs et de nouveaux partenariats afin d'élargir la portée de la campagne d'éducation et de sensibilisation établis. Trente véhicules à technologie de pointe ont été sélectionnés, acquis, mis à l'épreuve et médiatisés afin de faciliter leur entrée et leur usage au Canada. On a préparé aussi un document de travail sur la stratégie de négociation de l'objectif et sur la campagne d'éducation et de sensibilisation.</p> <p>Au niveau du Programme <i>Combustibles de l'avenir</i>, RNCan et Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAAC) ont commencé les consultations pour définir les opportunités et les obstacles à l'expansion du marché de l'éthanol auprès des sources d'approvisionnement en fourrage, des manufacturiers d'éthanol, des raffineries, des producteurs autonomes, les gouvernements et le public. AAAC a signé un protocole d'entente avec le Crédit agricole Canada (Farm Credit Canada) pour l'administration du Programme national sur l'éthanol de la biomasse.</p>			

Le *Programme de l'efficacité et des technologies du transport de marchandises* vise à mettre en place des engagements de performance volontaire au sein des associations industrielles afin de réduire les émissions de GES dans les secteurs du transport de marchandises par avion, par train, par camion et par bateau en mettant en oeuvre le *Programme de démonstration du transport durable de marchandises* (PDTDM), la formation et la sensibilisation. Depuis le lancement du programme, plusieurs projets ont été déposés pour la Phase un du PDTDM; les négociations sont commencées avec cinq associations industrielles sur les engagements de performance; de plus, les programmes de promotion et de formation sont en place afin d'encourager davantage d'actions pour réduire les émissions de GES.

L'équipe du *Programme de démonstrations de transport urbain* (PDTU) a effectué une tournée de promotion dans des villes canadiennes. Les résultats en ont été publiés sur le site Internet du programme. Les parties intéressées ont confirmé leur besoin de démontrer la capacité des diverses stratégies visant à réduire les émissions des GES causées par le transport urbain et sont disposées à encourager un réseau d'information pour rendre plus facile le partage des réussites entre les municipalités. (48) «Expressions d'intérêt» provenant de municipalités à travers le pays ont été transmises, proposant un vaste gamme de stratégies et de mesures intégrées pour réduire les émissions de GES causées par le transport urbain et soumettant des indicateurs de performance. Lorsqu'un comité de sélection sera formé, le processus de sélection des candidats retenus va débiter.

SECTEUR	Électricité		
Budget total (M\$)	60	Objectif annuel de réduction de GES en Mt de CO ₂ en 2010	7.0351
<p>Toutes les mesures du secteur de l'électricité ont été lancées et font l'objet d'une collaboration très positive de la part des partenaires et de l'industrie, nonobstant quelques préoccupations soulevées par les usines de production utilisant des combustibles fossiles.</p> <p>Avec la coopération des provinces, de l'Association canadienne de l'électricité et des centrales électriques membres, les travaux sur l' <i>Entente des secteurs de l'électricité</i> se sont concentrés sur les contraintes politiques et réglementaires et sur l'élaboration d'un projet d'entente cadre préliminaire pour le secteur. Les négociations concernant un engagement concret ne peuvent pas se poursuivre dans le contexte des préparatifs d'une décision portant sur la ratification du protocole de Kyoto.</p> <p>Des négociations sont en cours avec Nova Scotia Power sur les <i>Achats gouvernementaux</i> d'énergie électrique provenant de ressources renouvelables, et des achats sont envisagés sur les marchés albertains et ontariens.</p> <p>On a élaboré les paramètres de la mesure <i>Incitatif commercial</i> et on a distribué un document de consultation aux parties intéressées pour fin de commentaires. Au cours de la prochaine année, des Lettres d'intérêt seront transmises aux producteurs d'énergie afin de solliciter leur participation au programme.</p> <p>L'initiative de <i>Production sur place</i> a été annoncée et est présentement en marche. Des troupes de présentation de candidatures sont disponibles et ont été distribuées à des groupes cibles. Huit projets potentiels sont présentement sur la table. Il y aura une campagne de promotion au cours de la prochaine année pour faire connaître le programme et pour générer d'avantage d'intérêt.</p> <p>Les actions entreprises pour la <i>Réduction des obstacles au commerce et à la transmission interprovinciale de l'électricité</i> sont axées sur l'élaboration de normes de raccordement de production décentralisée; on procédera ensuite aux travaux sur la transmission de l'électricité et les obstacles au commerce. On a créé deux comités gouvernements / intervenants; on a entrepris l'examen des besoins actuels à travers le Canada et on a procédé au lancement d'un outil de communication sur le Web pour pouvoir mener des consultations à grande échelle ouvertes à tous.</p> <p>Les premières étapes ont été complétées pour mettre en œuvre l'initiative <i>Renseignements aux consommateurs</i>, y compris les contacts préliminaires avec les intervenants.</p>			

SECTEUR	Hydrocarbures		
Budget total (M\$)	25	Objectif annuel de réduction de GES en Mt de CO ₂ en 2010	7
<p>Le secteur des Hydrocarbures est représenté par la mesure du captage et du stockage du CO₂. Cette initiative vise à faire progresser la compréhension de l'emploi optimal de la capture et, subséquemment, du stockage du CO₂ comme moyen de réduire les émissions de GES au Canada et d'en promouvoir la commercialisation.</p> <p>Plusieurs activités sont en cours afin de faire avancer cette compréhension dont:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un accord de contribution a été signé avec le "Petroleum Technology Research Centre" pour le projet de surveillance Weyburn de l'Agence Internationale d'Énergie (recherche portant sur le stockage géologique du CO₂, en particulier dans les réservoirs d'huile partiellement épuisés qui pourraient servir à une récupération accrue de l'huile); • Un important financement à effet de levier provenant d'autres commanditaires du projet incluant même le secteur privé permettra d'assurer le parrainage d'autres projets; • Une entente a été conclue avec la Commission géologique du Canada sur un programme pour augmenter les connaissances sur le potentiel de stockage du CO₂ des gisements de charbons qui ne sont plus exploitables en Alberta; • Une autre entente a été conclue avec la Commission géologique de l'Alberta pour réaliser le travail d'inventaire du potentiel de séquestration du CO₂ dans les réservoirs d'huile et de gaz partiellement épuisés (pour une récupération accrue de l'huile); • Une étude visant les montages financiers nécessaires pour le captage et le stockage du CO₂ a été lancée; • Des études nous sont parvenues de l'Institut canadien de recherche sur l'énergie et de Vikor Energy Inc.; • Une équipe de travail spécifique au captage et au stockage du CO₂ a été créée au sein de NRCan et assure la gestion de l'initiative. <p>RNCan travaille présentement à promouvoir, avec l'Alberta et la Saskatchewan, la commercialisation du captage et du stockage du CO₂; ces provinces encouragent ces mesures et supportent les efforts de l'industrie dans le développement de projets commerciaux. De possibles partenariats à venir pourraient produire un effet de levier de fonds provinciaux.</p>			

SECTEUR	Édifices		
Budget total (M\$)	95	Objectif annuel de réduction de GES en Mt de CO ₂ en 2010	6.1
<p>Le secteur des Édifices regroupe trois initiatives: <i>le Programme de modernisation des édifices commerciaux et institutionnels (PMECI), le Programme d'Efficacité énergétique des maisons (PEEM) et le Programme de normes accélérées (PNA).</i></p> <p>Le PMECI vient compléter l'Initiative des innovateurs en matière d'énergie et encourage propriétaires et gestionnaires des installations commerciales et institutionnelles existantes à réduire leurs coûts d'opération et d'énergie en investissant dans l'efficacité énergétique. En date du 31 mars 2002, un document a été produit détaillant les services offerts; treize organismes ont profité de mesures incitatives et il y a eu cinq services de facilitation qui ont été offerts. Les réductions totales de GES ont été de 0,15Mt. Une étude de titrisation vient actuellement appuyer les secteurs industriels qui ont de la difficulté à obtenir du financement traditionnel pour procéder à des rénovations visant l'efficacité énergétique.</p> <p>Une composante du PEEM s'adresse aux maisons existantes, une autre aux maisons neuves: l'ÉnerGuide pour les maisons (EGM) est un système d'évaluation pour promouvoir l'efficacité énergétique dans les rénovations des maisons existantes. La composante de l'EGM pour les maisons neuves et la norme R2000 encouragent la construction et l'achat de maisons à plus grande efficacité énergétique. En vertu du Plan d'action 2000, le PEEM a endossé les évaluations énergétiques de l'EGM pour 2 000 foyers à travers le Canada. En moyenne, chaque foyer qui entreprend des rénovations axées sur l'efficacité énergétique réalise une économie d'énergie de l'ordre de 480\$ pour une réduction moyenne de 2,0 tonnes de CO₂ par année. La réduction totale annuelle de GES était de 3,3 kT. En 2001-2002, il s'est construit au Canada 264 maisons selon les normes R2000. Plus de 50 constructeurs et professionnels ont suivi une session de formation. Le PEEM a mis au point un nouveau logiciel et a mené plusieurs activités fructueuses de marketing et de promotion.</p> <p>Le but du PNA est d'accélérer la pénétration de produits hautement efficaces dans les inventaires d'électro-ménagers et d'outillage par le déploiement d'une série de mesures incitatives encourageant le consommateur à acheter le « meilleur de sa catégorie » en efficacité énergétique. Pour mettre en oeuvre cette promotion, le Canada applique une version du programme américain "Energy Star". Diverses campagnes de publicité et partenariats en marche incluent l'engagement de Sears dans la promotion et le marketing d'Energy Star, un programme d'incitation de BC-Hydro et un entente avec le Yukon pour la mise à la retraite rapide de vieux réfrigérateurs; les normes d'Energy Star sont maintenant utilisées dans la politique d'acquisition du Gouvernement du Canada. À cause du lancement tardif de cette initiative, il est trop tôt pour confirmer une réduction de GES pour 2001-2002.</p>			

Les initiatives du secteur des Édifices joueront un rôle important pour aider le Canada à réduire les émissions de GES en éduquant et encourageant les consommateurs canadiens types et les entreprises canadiennes à adopter et mettre en oeuvre des habitudes d'efficacité énergétique dans leur vie de tous les jours. On s'attend à ce que tous les buts et objectifs seront atteints dans les prochaines années.

SECTEUR	Agriculture		
Budget total (M\$)	26	Objectif annuel de réduction de GES en Mt de CO ₂ en 2010	5.8
<p>Le programme d'Atténuation pour l'agriculture canadienne (<i>gestion du sol, des substances nutritives et du bétail</i>) implique: la préparation des suites aux Meilleures pratiques de gestion des GES (MPG), une plus grande sensibilisation et l'implication des producteurs pour favoriser l'adoption de pratiques qui réduisent les GES. Le programme consiste en une initiative «prête à partir» qui, à long terme, réduira, pour ce secteur, une valeur nette estimée à 5,8 Mt par année d'équivalent de CO₂ pendant la période 2008-2012 selon les engagements de Kyoto. La programme a été approuvé en octobre 2001. Le reste de l'année financière 2001-2002 a permis la mise en place: d'un comité aviseur sur l'atténuation des GES dont la composition regroupe des représentants de l'industrie, des universitaires et des experts des gouvernements fédéral et provinciaux du changement climatique et de l'agriculture; d'un groupe de travail scientifique de la mesure et du volet vérification du programme; et de négociations formelles avec des groupes de l'industrie pour la transmission du volet sensibilisation du programme. Les activités de 2001-2002 incluent l'achat d'équipement scientifique spécialisé et l'élaboration d'un plan de travail pour commencer les mesures sur le terrain à l'été 2002. Il est crucial pour la mise en marche du programme d'identifier les MPG qui réduisent les émissions de GES. Le comité aviseur a identifié les stratégies d'atténuation en 2001 et a déposé ses recommandations en avril 2002.</p> <p>Le programme des <i>Fermes modèles de recherche agricole</i> va comparer les conclusions des études sur le sol, les substances nutritives et le bétail et va évaluer les émissions nettes de GES de ces éléments combinés dans les systèmes de fermes actuels et dans ceux proposés. De façon particulière, cette initiative se penchera sur les budgets de GES venant de l'ensemble des systèmes agricoles et intégrera leur analyse économique dans l'identification des suites de pratiques qui réduiront le mieux les émissions nettes totales. En suivant les traces des effets secondaires d'une pratique à travers l'ensemble du système, le programme fournira des estimés plus pointus de GES et permettra de prédire jusqu'à quel point les pratiques d'atténuation proposées peuvent augmenter le potentiel de puits et réduire les émissions des fermes entières. Ce sera une aide importante afin d'éviter des recommandations contradictoires basées sur les éléments individuels de systèmes agricoles. Un croisement de cette information avec les modèles économiques et environnementaux intégrés va permettre à l'analyse des coûts et bénéfices et aider à évaluer les taux d'adoption potentielle des pratiques recommandées.</p> <p>Au cours de l'année financière 2001-2002, le programme des <i>Fermes modèles de recherche agricole</i> a mené une consultation de grande envergure et des échanges avec les chercheurs d'AAAC partout au Canada, ce qui a conduit à l'élaboration et à l'approbation d'un plan de travail détaillé, décrivant la recherche qui sera réalisée durant toute la durée du programme. Ces activités incluent: de mesurer les émissions de GES dans une grande variété de systèmes</p>			

agricoles, d'environnements et leur importance relative; d'élaborer ou de peaufiner les modèles et les algorithmes qui prévoient les GES en fonction de l'exploitation, du sol et du climat; de trouver des moyens de conjuguer les estimés et les algorithmes afin de calculer le taux d'émission de GES pour des fermes entières dans des scénarios actuels et futurs; de mettre en place des façons de transmettre les données de réduction d'émissions, de séquestration de CO₂ et les constatations de nature économique aux preneurs de décisions, aux producteurs et au public. On a procédé à l'acquisition d'instruments de mesure et le travail d'acquisition de données devrait débuter tôt en 2002-2003.

SECTEUR	Foresterie		
Budget total (M\$)	10	Objectif annuel de réduction de GES en Mt de CO ₂ en 2010	0.302
<p>Le reboisement comme moyen de compenser pour des émissions de GES a continué d'attirer considérablement l'attention en 2001-2002. Plusieurs agences provinciales ont entrepris un travail exploratoire de recension de l'information sur les impacts des programmes et des activités antérieures. Canards Illimités a développé, pour discussion, une proposition impliquant l'usage d'arbres comme composante d'un programme de conservation du couvert végétal. Le Conseil canadien des ministres des forêts continue à élaborer le concept de Forêt 2020 et le gouvernement fédéral a étudié la possibilité d'accélérer les actions de reboisement par le développement de programme de démonstrations de plantations à croissance rapide à grande échelle.</p> <p>Mais l'incertitude de se lancer dans un programme de démonstrations de plantations à croissance rapide à grande échelle et les délais liés à l'approbation du programme ont mené à la décision de ne pas annoncer formellement la mesure de reboisement en 2001-2002. Alors, la plupart des activités prévues pour 2001-2002 ont débuté seulement vers la fin de l'année financière. À venir jusque là, l'initiative d'Évaluation de la faisabilité du reboisement pour séquestrer le carbone (EFRSC) avait concentré ses efforts au développement d'un plan de travail et d'un processus pour transférer aux Centres régionaux du Service canadien des forêts la collecte d'information et le développement de projet de reboisement pilote. De plus, des discussions avec les provinces ont débuté en 2001-2002 en même temps que se mettait en marche le travail préliminaire sur les attitudes des propriétaires fonciers par rapport au reboisement et aux avantages associés au reboisement</p> <p>La mesure des <i>Bandes boisées</i> a fait des progrès significatifs. La mise en œuvre a débuté par la réalisation d'ententes formelles visant à mettre le programme en marche avec des partenaires et des coopérants de la région des Prairies. Un plan de communication et du matériel de promotion du programme ont été élaborés. En collaboration avec le Projet de partenariat pour la sensibilisation en agriculture du Fonds d'action pour le changement climatique, il s'est tenu huit rencontres publiques dans la région des Prairies pour présenter à la fois le programme et ses critères.</p> <p>Au Centre administratif de réhabilitation des bandes boisées des fermes des Prairies d'Agriculture et agroalimentaire Canada, la production du matériel pour les bandes boisées a été accrue pour répondre à la plus forte demande anticipée de matériel ligneux nécessaire pour rencontrer les objectifs du programme (ce qui inclut l'embauche de personnel et l'achat du matériel de pépinière requis). Ces équipements et matériel ont été distribués aux bureaux de district d'administration du programme de Réhabilitation des fermes des Prairies de manière à</p>			

procéder dès le printemps 2002 aux plantations des bandes boisées. On a contacté directement les clients potentiels pour évaluer leur intérêt à participer à cette mesure dès la première année. Au total, 248 candidatures ont été déposées pour la plantation au printemps 2002 d'arbres dans les bandes boisées et l'utilisation de paillis de plastique; 228 candidatures ont été retenues parce qu'elles rencontraient les critères du programme.

SECTEUR	Minéraux et Métaux		
Budget total (M\$)	10	Objectif annuel de réduction de GES en Mt de CO ₂ en 2010	1.65
<p>Trois mesures du secteur des <i>Minéraux et métaux</i> visent à promouvoir l'emploi accru de matériaux alternatifs et recyclés et l'identification des occasions de minimiser davantage les émissions de GES grâce à l'adoption de nouvelles technologies et à des modifications des procédés de fabrication. On a identifié les principales activités qui permettront d'atteindre les buts et objectifs de chacune des mesures. Même s'il est trop tôt pour produire des résultats, on s'attend à ce que tous les buts et objectifs soient rencontrés au cours des années à venir.</p> <p>La mesure des <i>Matériaux cimentiers supplémentaires</i> (MCS) voit à la promotion de l'emploi accru de ces produits pour remplacer le ciment dans la fabrication du béton et ainsi réduire les émissions de GES associés à la production de ciment. On s'active actuellement à élaborer et à distribuer l'information sur les avantages des MCS aux intervenants clés. En conséquence, il se créera un large réseau de transmission d'information vers les décideurs pour qu'ils optimisent l'emploi des MCS dans le béton.</p> <p>La mesure des <i>Routes de béton</i> font la promotion de l'utilisation du béton dans la construction de routes destinées à recevoir un volume important de véhicules lourds depuis que l'on sait qu'une plus faible résistance de roulement associée à du pavage rigide contribue à diminuer la consommation d'essence. On a entrepris des projets pour rassembler des données et pour communiquer au personnel municipal et provincial de l'information sur les avantages des routes en béton. En conséquence, il se créera un large réseau de décideurs bien informés et d'intervenants au courant des techniques appropriées pour évaluer ces avantages et pour concevoir et construire des routes en béton.</p> <p>La mesure du <i>Recyclage amélioré</i> vise à améliorer l'infrastructure canadienne de recyclage de manière à augmenter substantiellement le recyclage des minéraux et des métaux, et en conséquence, diminuer les émissions de GES. Actuellement, on travaille à recenser l'information technique et économique sur le recyclage et à créer des occasions de réseautage et de transfert d'information. Ces activités auront comme résultat une meilleure compréhension de la récupération des minéraux et métaux des obstacles associés au recyclage au Canada; cela, en retour, informera les gouvernements et les marchés des opportunités futures de récupération et de recyclage.</p> <p>La mesure d'<i>Études/Surveillance du potentiel de réduction des GES</i> cherche à faire accroître les connaissances et la compréhension des façons de réduire les émissions de GES dans le secteur des minéraux et des métaux. Il se mène actuellement des travaux qui pourraient conduire à des recommandations pour qu'il y ait des améliorations de la performance de réduction des GES dans les programmes actuels aussi bien que des propositions de nouveaux programmes.</p>			

La plupart des projets ont été entrepris sur une base de partenariat avec des contributions en argent et/ou en espèce venant de diverses parties intéressées. L'effet de levier global des projets en marche en mars 2002 est présentement évalué à 2,50\$ de contribution par les partenaires pour chaque 1,00\$ venant du fonds du projet. C'est plus haut que l'objectif du programme qui visait l'appariement des fonds provenant des partenaires.

SECTEUR	Mesures industrielles intersectorielles		
Budget total (M\$)	32.1	Objectif annuel de réduction de GES en Mt de CO ₂ en 2010	7.213
<p>Il existe dix (10) mesures industrielles intersectorielles; ce sont: le <i>Programme d'économie d'énergie dans l'industrie canadienne (PEEIC)</i>, la <i>Surveillance et déclaration améliorées relativement au rendement énergétique et aux tendances en matière d'émissions</i>, les <i>Analyses des niveaux de référence</i>, la <i>Vérification de l'efficacité énergétique</i>, le <i>Développement de la sensibilisation</i>, le <i>Programme incitatif pour les bâtiments industriels</i>, la <i>Mise en oeuvre de l'initiative portant sur l'énergie renouvelable dans l'industrie</i>, l'<i>Initiative de la chaîne d'approvisionnement</i>, le <i>Système de cotation de l'efficacité énergétique</i> et la <i>Coproduction et Chauffage collectif</i>.</p> <p>La plupart de ces mesures sont gérées par le secteur de l'Énergie de Ressources naturelles Canada. Environnement Canada et Statistiques Canada sont impliqués dans certains programmes alors qu'Industrie Canada n'est responsable que de l'<i>Initiative de la chaîne d'approvisionnement</i>. La gouvernance de l'ensemble des programmes revient à un Comité de gestion des directeurs généraux impliquant tous les ministères subsidiaires.</p> <p>Même si la première année a surtout servi à établir la base des mécanismes d'opération et de recrutement du personnel, les formulaires d'applications pour les incitatifs financiers, l'élaboration du matériel publicitaire et de mise en marché, on compte plusieurs réalisations dans les domaines suivants: par exemple, il s'est négocié des ententes de partenariat de vérification sur l'énergie des industries clés via d'autres paliers de gouvernement au pays (Québec, Ontario, Manitoba, Alberta, Colombie-Britannique). Cinq associations commerciales sont venues accroître le programme (<i>PEEIC</i>), amenant des nouveaux participants dont le secteur en amont du gaz et du pétrole, le secteur de la construction et le secteur de la production électrique. L'activité de mise en place des niveaux de références a dépassé les attentes et laisse prévoir un fort intérêt dans des secteurs additionnels au fur et à mesure que nous avançons. Les fonds de sensibilisation accrus ont été dépensés sur une base limitée à cause des exigences de départ alors que les fonds devaient conduire à la publication de plusieurs documents techniques et à des améliorations au programme d'ateliers de gestion des Dollars pour l'énergie du bon sens de RNCan.</p> <p>En ce qui concernent les leçons apprises, la plus significative est l'établissement de partenariats avec des agences complémentaires partout au pays. Jusqu'à maintenant, l'expérience nous indique que les partenariats ne réussissent pas toujours à atteindre promptement leurs buts et objectifs. Très peu de vérification d'énergie n'a été initiée par des activités de partenariat au Manitoba, en Alberta ou en Colombie-Britannique alors que les délais de négociations ont empêché le lancement de la vérification inspirée d'un partenariat en Alberta et au Québec.</p>			

Il est trop tôt pour faire connaître les impacts de la réduction d'émissions bien que les travaux pour 2002-2003 impliquent l'établissement de bases de données appropriées afin d'évaluer les impacts de l'ensemble du programme sur une base provisoire et finale. Les résultats d'une évaluation provisoire pourront permettre des ajustements de programme appropriés.

Pour l'avenir, la vérification, les niveaux de références, la surveillance et la déclaration, la chaîne d'approvisionnement et les initiatives de développement du *PEEIC* sont en voie de rencontrer leurs objectifs pour 2002-2003 en termes d'activités et de budget dépensé. Présentement, nous prévoyons des difficultés dans la mise en oeuvre de la mesure de la *Création de la sensibilisation*. De plus amples détails seront transmis dans le rapport de mi-année de 2002-2003. Tout porte à croire que le programme de *Mise en oeuvre de l'initiative portant sur l'énergie renouvelable dans l'industrie* et le *Programme incitatif pour les bâtiments industriels* vont atteindre leurs objectifs.

SECTEUR	Opérations gouvernementales: Prêcher par l'exemple		
Budget total (M\$)	13	Objectif annuel de réduction de GES en Mt de CO ₂ en 2010	0.3
<p>La mesure <i>Opérations gouvernementales: prêcher par l'exemple</i> est le plan du gouvernement fédéral pour rencontrer la cible d'émissions de GES de 31% sous le niveau de 1990 en 2010. Il poursuit deux objectifs: d'abord, démontrer le leadership fédéral à faire face au changement climatique face aux autres secteurs de l'économie et face au public canadien; ensuite, de fournir des services améliorés aux ministères et agences fédéraux pour les aider à atteindre leurs propres objectifs de réduction d'émissions de GES via les édifices, l'efficacité des transports et le changement de carburant. Une composante importante de la cible fédérale de réduction des émissions, équivalant à 0,24 Mt de réduction en 2010, est en voie de réalisation grâce à l'emploi de nouvelles ressources renouvelables et est notée ailleurs dans les rapports des mesures de l'annexe 2.</p> <p>Les activités et les résultats de ce secteur au cours de la période concernée incluent:</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'attribution complète de la cible aux 11 ministères et agences fédéraux désignés, avec surveillance et rapport d'étape au moyen d'inventaire de données de GES centralisées • la collecte et l'évaluation des données pour permettre de rapporter les progrès fédéraux comme faisant partie d'<i>Écogeste inc.</i> • la promotion de l'initiative aux autres paliers gouvernementaux par des rencontres avec les provinces, des articles de presse et des présentations à des congrès; • la promotion de l'initiative au sein du fédéral avec des ateliers pour 700 administrateurs et fonctionnaires fédéraux de plus de 20 ministères et agences fédéraux partout au pays; • l'amélioration des services du programme des édifices par une augmentation totale annuelle d'investissements privés de l'ordre de 12 M\$ sous l'<i>Initiative fédérale des édifices</i> ce qui permet de réaliser des économies de 1,2 M\$ (la contribution spécifique de <i>Prêcher par l'exemple</i> ne peut être déterminée); • l'amélioration du programme de parcs de véhicules avec une nouvelle initiative de leadership pour les véhicules avec <i>ÉcoRoute</i> et les nouvelles initiatives fédérales pour E-85 et les mélanges d'éthanol à faible niveau sous l' <i>Initiative du carburant à l'éthanol</i> (la contribution spécifique de <i>Prêcher par l'exemple</i> ne peut être déterminée); • la création d'un site Internet pour la mesure <i>Opérations gouvernementales: prêcher par l'exemple</i>, la production d'affiches et de fiches conseils, et un travail préliminaire sur un programme d'excellence, sur une stratégie de sensibilisation des employés et sur un projet pilote d'émissions extérieures. 			

Ce qui s'en vient :

- des rapports continus sur les progrès vers l'atteinte de la cible fédérale de réduction d'émissions;
- la poursuite de la démonstration du leadership fédéral envers les autres paliers de gouvernement et le secteur privé;
- l'augmentation de l'impact de l'initiative grâce aux services du programme fédéral; et
- la propagation de l'initiative auprès des ministères non-désignés et l'élaboration continue et la promotion des moyens de réduction d'émissions.

SECTEUR	Internationale		
Budget total (M\$)	35	Objectif annuel de réduction de GES en Mt de CO ₂ en 2010	20

Le secteur Internationales compte deux mesures: la mesure de *l'initiative internationale des technologies canadiennes* et le *Bureau canadien du mécanisme pour un développement propre (MDP) et d'application conjointe (AC)* (le Bureau).

Le Bureau a augmenté le niveau d'information sur le MDP et l'AC au Canada comme dans les pays en voie de développement et les pays avec des économies en transition. Suite à des ateliers régionaux et nationaux, à une participation à Globe 2002 et à des séminaires de formation des délégués commerciaux et autres fonctionnaires des ambassades à l'étranger, ceci a provoqué une augmentation de l'intérêt manifesté par les compagnies canadiennes à poursuivre des projets internationaux. Les efforts internationaux de sensibilisation du public combinés à des études de marchés ont générés approximativement 75 occasions de projets que le Bureau a largement divulgués aux investisseurs canadiens potentiels. Ce travail d'information et de sensibilisation du public a permis de porter la base de données de contacts de 180 à 1100 contacts incluant 500 investisseurs et consultants canadiens qui reçoivent sur une base régulière des mises à jour sur les projets possibles et sur les activités du programme. Nous avons également obtenu un intérêt significatif de la part de huit (8) pays hôtes à entrer dans des accords bilatéraux avec le Canada; le Bureau a conclu trois PE et a entrepris les négociations des accords avec les cinq autres pays. Le Bureau a donné aux compagnies canadiennes la possibilité de faire un pas de plus vers l'approbation éventuelle de leurs projets sans encourir des coûts de transaction élevés. Un projet en Indes a permis à des entités canadiennes d'obtenir 2 Mt de droits de réductions d'émissions. Il est important de noter que le dialogue actuel concernant la ratification par le Canada du Protocole de Kyoto peut influencer les activités planifiées et les résultats éventuels. Le Bureau continuera de participer activement au travail de politiques et d'analyses liées aux négociations internationales.

Les objectifs d'ensemble du programme *l'initiative internationale des technologies canadiennes* sont: d'identifier et d'élaborer les projets de transferts de technologie outre-mer; de faciliter les occasions d'expansion de marché pour les technologies canadiennes reliées au changement climatique; de fournir une solide base d'analyse pour de futures activités internationales de marketing de technologies; et d'encourager et de mettre en place des partenariats efficaces avec d'autres pays pour aider à réduire les émissions des GES grâce aux projets de MDP et d'AC.

Un agent de promotion technologique se trouve maintenant au Mexique pour soutenir l'industrie canadienne à mettre en marché leur technologie et leur expertise en changement climatique et pour fournir aux compagnies canadiennes intéressées à promouvoir leur technologies, des informations locales, des renseignements de dernière main et des

perspectives de marché. Ce programme a également mené une mission à Mexico dans le but d'établir les priorités et les besoins technologiques sur le changement climatique au Mexique et la disponibilité de l'industrie et des technologies canadiennes à relever ce défi. Un autre exemple d'efforts de marketing de la technologie canadienne est l'amélioration de «Solutions environnementales canadiennes» (SEC), un outil interactif d'information multimédia conçu pour trouver des débouchés aux compagnies canadiennes associées au changement climatique. Le document SEC est également utilisé comme instrument de promotion et de sensibilisation du public pour nos partenaires des projets de MDP et d'AC; il est maintenant disponible en espagnol de manière à atteindre une plus grande part de marché.

SECTEUR	Mesures industrielles multisectorielles		
Budget total (M\$)	44.2	Objectif annuel de réduction de GES en Mt de CO ₂ en 2010	3
<p>Le secteur des <i>Mesures industrielles multisectorielles</i> s'applique à l'ensemble de l'économie. Les mesures de ce secteur contribueront d'une façon significative à réduire les émissions bien que, comme la plupart de ces mesures se complètent, il est difficile d'établir pour chacune un tonnage de réduction spécifique. Le secteur des <i>Mesures industrielles multisectorielles</i> est à élaborer et à mettre en place un cadre politique et une infrastructure administrative afin d'assurer le suivi et l'évaluation de ces mesures tout en investissant dans des initiatives à plus grande portée au sein de l'économie.</p> <p>Le secteur des <i>Mesures industrielles multisectorielles</i> regroupe cinq mesures: le <i>Projet pilote d'élimination et de réduction des émissions et d'apprentissage (PPEREA)</i>; l'<i>Initiative des ententes entre industries</i>; l'<i>Initiative de protection de la ligne de base</i>; le <i>Centre de vérification des GES</i> ; et le <i>Programme de développement et d'innovation technologiques</i>.</p> <p>Le PPEREA est un programme nouveau et innovateur d'incitatifs financiers et d'étude dans lequel les participants, choisis selon un processus compétitifs, seront rémunérés à la tonne de CO₂ lorsque ces tonnes seront livrées aux gouvernements participant au programme. Pour l'année financière 2001-2002, nous devons mentionner, en particulier, que le lancement du programme PPEREA a été reporté en 2002-2003 afin de peaufiner certains éléments relié au design du programme et aux problématiques légales qui leur sont associées.</p> <p>Au niveau de l'<i>Initiative des ententes entre industries</i>, on a débuté le travail d'analyse sur l'approche par ententes pour la réduction d'émissions industrielles de GES de même que le travail préparatoire de consultation auprès de l'industrie et des autres parties intéressées.</p> <p>Tôt dans l'année financière 2002-2003, il sera possible de s'inscrire «en ligne» à l'<i>Initiative de protection de la ligne de base</i>; cette mesure volontaire qui assiste les compagnies dans l'établissement de leur niveau de référence.</p> <p>Le <i>Centre de vérification des GES</i> (le Centre) a mené des consultations sur le protocole de quantification et de vérification auprès des secteurs comprenant les plus grandes industries. Le Centre a aussi collaboré à l'élaboration de protocoles de quantification de GES pour plusieurs programmes gouvernementaux. Le site Internet du Centre et son service de renseignements sont maintenant en opération. La demande pour l'expertise du Centre est grande, plus que ce à quoi on s'attendait au départ.</p> <p>Le <i>Programme de développement et d'innovation technologiques</i> subventionne des projets qui stimulent la pensée innovatrice, qui poussent plus loin la R&D actuelle sur l'atténuation des</p>			

GES, qui analysent les buts et les pistes de développement technologiques, qui créent des réseaux d'experts et qui tiennent des ateliers de travail technologiques. D'une façon particulière, il est intéressant de mentionner: un nouveau travail préliminaire sur la séquestration du CO₂ dans les rejets de sables bitumineux qui confirme qu'une telle séquestration peut être réalisable; la séquestration géologique du CO₂ sous forme de gaz hydraté qui attire l'attention sur la scène internationale; et l'approvisionnement incessant d'importants champions des industries-clés qui contribuent à l'élaboration de cartes routières technologiques pour les piles à combustible, les sables bitumineux, les produits biologiques et le charbon propre.

SECTEUR	Connaissance et assises Science, Impacts et Adaptation		
Budget total (M\$)	50	Objectif annuel de réduction de GES en Mt de CO ₂ en 2010	S.O.
<p>Le secteur de la connaissance et de ses assises comprend deux mesures: la <i>science du climat</i> et les <i>impacts et l'adaptation</i></p> <p>Les observations systématiques du climat abordent le problème des écarts dans trois domaines de réseaux de surveillance canadiens : l'atmosphère, les océans et la cryosphère (neige, glace et glaciers). Au cours de la première année, il s'est fait des progrès significatifs dans la planification du réseau pour combler les écarts du réseau du Nord et dans un système de surveillance océanographique mondial où les données canadiennes de départ ont été rendues disponibles aux scientifiques plus tôt que ce à quoi ils s'attendaient. Les <i>Sources et les puits de GES biologiques</i> fournissent les outils pour des mesures vérifiables des changements de stocks de carbone dans les forêts et les sols en culture au Canada; de plus, ils apportent de l'information pour l'administration et l'élaboration de politiques visant l'amélioration des stocks de carbone dans la biosphère canadienne. La première année nous a fait voir des progrès encourageants dans divers initiatives de recherche. De manière particulière, notons, dans le travail sur les forêts et les sols en culture, qu'il y a une étude sur les terres inondées et sur le transport du carbone par les cours d'eau. Il s'est établi des liens entre la communauté de plus en plus grande des chercheurs avec des groupes comme BIOCAP.</p> <p>Au cours de la prochaine année, les initiatives de surveillance vont continuer à aller de l'avant avec plusieurs sites nordiques désignés pour des installations durant la courte période estivale. Les études de recherches de puits de GES battent leur plein, incluant une campagne de saisies de mesures par avion pour la sous-composante foresterie afin d'établir un système de mesures graduées à partir du niveau du site même en passant par l'environnement immédiat jusqu'au niveau régional.</p> <p>Le Programme sur les impacts et l'adaptation a mis l'accent sur la création des assises pour prendre une décision à venir sur l'adaptation et, conjointement avec le financement du Fonds d'action pour le changement climatique (FACC), repartir le programme de recherche. Deux ateliers de travail nationaux ont permis d'évaluer le progrès de la recherche subventionnée par le FACC (de 1998 à 2001) pour faire face aux lacunes et aux leçons que nous avons apprises dans la conduite de la recherche sur les impacts et l'adaptation orientés sur les parties intéressées. On a complété le processus de concours pour identifier les hôtes des composantes régionales et des composantes sectorielles du Réseau canadien de recherche sur les impacts climatiques et l'adaptation (RCRICA); 13 bureaux ont été établis. La tenue des ateliers du RCRICA a permis d'augmenter le niveau de sensibilisation aux résultats des dernières recherches, d'impliquer de nouveaux chercheurs et des parties intéressées dans le problème et</p>			

d'identifier les priorités de la recherche à venir. La sensibilisation du monde de la recherche et des parties intéressées a permis de faire accroître le niveau de sensibilisation au programme et l'emploi, dans la recherche, d'une approche de vulnérabilité. Des activités ont été entreprises avec le Programme du changement climatique des communautés autochtones et du Nord (PCCCAN) pour élargir l'engagement des communautés autochtones. Le programme supporte, comme faisant partie de son mandat d'évaluation, la participation des auteurs canadiens à l'Étude internationale des impacts sur le climat de l'Arctique.

On a également débuté le travail de préparation d'une mise à jour nationale des dernières connaissances sur la vulnérabilité du Canada au changement climatique. Le bureau du programme a mené aussi des activités fédérales et nationales lors de l'élaboration d'un cadre de travail pour une politique sur l'adaptation.

SECTEUR	Connaissance et assises Programme du changement climatique des communautés autochtones et du Nord		
Budget total (M\$)	3.7	Objectif annuel de réduction de GES en Mt de CO ₂ en 2010	S.O.
<p>Le Programme du changement climatique des communautés autochtones et du Nord (PCCCAN) a comme objectifs de faciliter l'implication des communautés autochtones et du Nord dans les activités du changement climatique et de mettre en marche des initiatives spécifiques pour faire face aux besoins d'énergie des communautés autochtones et du Nord en mettant l'emphase sur l'accroissement de la capacité, sur l'emploi de sources d'énergies alternatives, sur l'efficacité énergétique et sur de meilleures pratiques.</p> <p>Le programme supporte les groupes autochtones à accroître leur compréhension du changement climatique chez les communautés autochtones et du Nord, à mener des consultations dans les communautés, à élaborer des plans et des stratégies sur le changement climatique dans la communauté et à construire et distribuer des documents d'information sur le changement climatique, ses impacts et les solutions propres à leur culture. Il appuie les projets-pilotes communautaires choisis pour analyser les possibilités d'efficacité énergétique et de technologies d'énergie renouvelable grâce à la mise en place de stratégies globales de planification de l'énergie des collectivités qui explorent à la fois les approvisionnements en énergie et les options de demande d'énergie.</p> <p>Des rencontres de consultations se sont tenues auprès de plusieurs parties intéressées dont les organisations autochtones majeures comme l'Assemblée des Premières Nations, le Tapirisat Inuit du Kanatami, la Conférence Inuit circumpolaire, le Conseil des Premières Nations du Yukon aussi bien qu'auprès des gouvernements des territoires.</p> <p>Un bon nombre d'initiatives ont été entreprises ou sont en marche dans les organisations et les communautés autochtones dans les domaines suivants : ateliers sur le changement climatique, les énergies renouvelables et l'énergie efficiente; l'élaboration de matériel éducatif; un programme d'études; et la planification de l'énergie des collectivités. Ces activités sont coordonnées avec des initiatives connexes sur le changement climatique comme le Réseau canadien de recherche sur les impacts et l'adaptation au changement climatique et le réseau de Carrefours régionaux de sensibilisation publique au changement climatique.</p> <p>Le PCCCAN continuera à jeter les bases pour améliorer la capacité des communautés autochtones du Nord à comprendre les problèmes du changement climatique et ses relations avec l'utilisation de l'énergie et pour construire des partenariats afin de pouvoir aborder ces problèmes au sein des communautés. Alors que les autres initiatives du PA2000 couvrent une période de cinq ans, le PCCCAN n'est un programme que de deux ans. On s'attend à ce</p>			

qu'une mesure à plus long terme soit élaborée par le biais des consultations en cours et à partir des expériences acquises des projets pilotes communautaires de planification de l'énergie pour s'assurer de faire face aux problèmes et aux besoins les plus spécifiques des communautés autochtones et du Nord.

Autres initiatives

Communications ministérielles

Les communications ministérielles sont une initiative de cinq million de dollars pour deux ans, qui provient d'une taxe de 1% prélevée à chacune des mesures du *Plan d'action 2000*, afin de réaliser des activités de communications ministérielles.

L'objectif global des communications ministérielles est d'élargir la sensibilisation du public au changement climatique, de faire la promotion des actions canadiennes, d'informer les Canadiennes et les Canadiens des développements internationaux sur le changement climatique et de suggérer aux Canadiennes et aux Canadiens quelles actions poser pour faire la différence. Ces objectifs incluent la communication de l'ensemble du *Plan d'action 2000* (au delà des mesures individuelles) en mettant l'emphase sur l'engagement du gouvernement d'aborder la question du changement climatique via le *Plan d'action 2000*.

Deux encarts publicitaires ont paru dans cent trente (130) journaux nationaux au cours des mois de février et de mars 2002 pour annoncer la distribution prochaine de six millions de copies d'un supplément portant sur le changement climatique dans ces mêmes journaux nationaux. Un sondage effectué après la distribution du supplément a démontré que 22% des personnes qui ont reçu le supplément portant sur le changement climatique l'ont lu. Un autre 7% l'a conservé comme outil de référence. Bien que la distribution de ce supplément ait été subventionnée par le Fonds d'action pour le changement climatique, la parution des deux encarts publicitaires a contribué à augmenter le nombre de lecteurs du supplément.

Du côté des médias, la couverture sur le changement climatique a été balancée de manière raisonnable et il y a eu une augmentation de la couverture globale sur le changement climatique.

Les efforts du gouvernement du Canada pour faire face aux changements climatiques entrent maintenant dans la phase des consultations du public et des parties intéressées suite à la parution, en mai 2002, d'un document de discussion sur la contribution du Canada à la lutte contre les changements climatiques. De juin à la fin de l'année, le budget de communications servira à continuer à augmenter la sensibilisation sur le changement climatique et à promouvoir la ratification. Notre but principal est d'accroître la sensibilisation publique au fait que les actions pour faire face aux changements climatiques contribueront à une meilleure qualité de vie grâce à une amélioration de la qualité de l'air et à une économie plus innovatrice.

En 2002-2003, l'accent a été mis sur les trois objectifs suivants:

- continuer à augmenter la sensibilisation générale des Canadiennes et des Canadiens au changement climatique et générer des appuis à la position du Canada;
- faire connaître les actions et les plans du gouvernement du Canada pour atténuer les effets du changement climatique; et,
- encourager les Canadiennes et les Canadiens à faire leur part pour faire face au changement climatique.

Voici quelques exemples de réalisations qui pourront nous permettre d'atteindre ces objectifs : des campagnes publicitaires, des feuillets d'information, une trousse de communication pour les membres du parlement aussi bien qu'une banque d'histoires à succès, de photos, et de vidéos portant sur le changement climatique.

BIOCAP

BIOCAP Canada est une organisation sans but lucratif dont les membres proviennent des gouvernements fédéral, provinciaux, de l'industrie, des universités et des autres organisations non-gouvernementales pour favoriser la compréhension scientifique de la capacité de contribution des vastes forêts et terres agricoles du Canada à combattre le changement climatique tout en aidant à l'économie canadienne et en améliorant les écosystèmes naturels. Établi à l'Université Queen's, BIOCAP Canada est géré par un conseil d'administration où le gouvernement fédéral est représenté par les ministères EC, RNCan et AAAC, en tant que membres non-votants. BIOCAP Canada s'est proposé pour coordonner une série de réseaux de recherches universitaires de niveau national qui collaborent avec les scientifiques fédéraux et autres pour faire face aux questions d'ordre scientifique entourant la gestion des GES de la biosphère.

Cinq mesures du Plan d'action 2000 ont été mises à contribution pour financer l'initiative BIOCAP sous la responsabilité et la coordination d'Environnement Canada. L'initiative reçoit aussi du financement du Fonds d'action pour le changement climatique.

La Fondation BIOCAP Canada s'est mise au travail pour atteindre les objectifs de son entente de contribution avec le gouvernement fédéral à partir du 1^{er} décembre 2001. Au cours de cette période, BIOCAP s'est toute équipé et est devenue opérationnel. BIOCAP a créé des comités de recherche et des organismes conseils et a initié la mise en oeuvre d'un plan complet de communication et de sensibilisation du public.

BIOCAP a débuté par la finalisation de l'entente fédérale, l'établissement d'un protocole d'entente (PE) avec l'Université Queen's, l'embauche de personnel et la tenue d'un lancement public à Ottawa le 19 mars 2002. Les efforts de mise en réseau de la recherche ont permis de créer une banque de 5560 chercheurs clés, d'experts et de parties intéressées et ils ont conduit à la formation d'un Comité de vue d'ensemble de la recherche multi-sectorielle composé de 13 personnes. Les Conseils consultatifs en recherche et développement créés dans trois des quatre domaines de recherche ont commencer leur travail de mobilisation de la recherche universitaire et d'identification des groupes de recherche. C'est aussi BIOCAP qui a été l'hôte de l'atelier national faisant partie de l'un des cinq volets de la série sur la gestion de l'enquête sur la pollution du carbone forestier.

Durant cette période, les efforts d'accroissement du nombre de membres à travers le Canada ont donné les résultats suivants: un nouveau partenaire industriel (Alberta-Pacific Forest Products), un nouveau commanditaire provincial (Saskatchewan), et une représentation du Nord canadien (Northern Climate Exchange). BIOCAP a aussi signé et mis en marche un PE avec BioProducts Canada. BIOCAP a publié une brochure bilingue et des feuillets de recherche; il a complété un plan de communication complet et a procédé au développement des documents imprimés de BIOCAP et de son site Internet.

PERFORMANCE FINANCIÈRE

Dépenses globales et solde

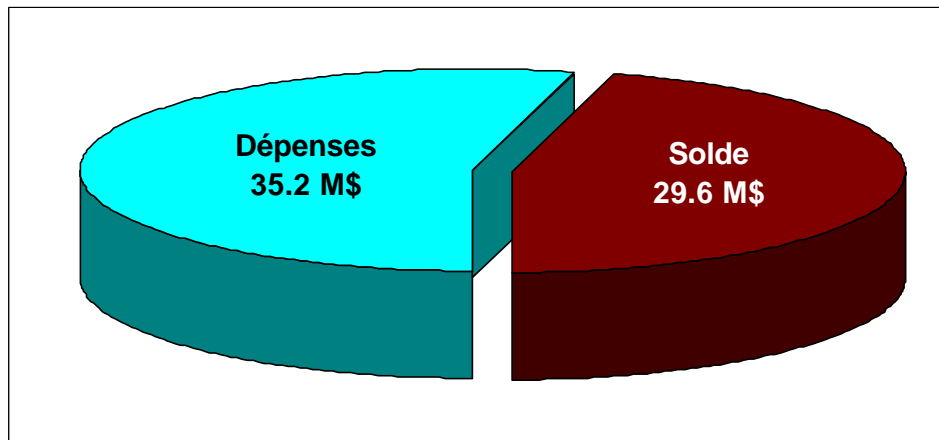
Le *Plan d'action 2000* est une initiative de \$500 millions sur 5 ans. Pour l'année financière, 2001-2002, le *Plan d'action 2000* a disposé d'un budget global approximatif de 64,8 M\$ (Annexe 1) tel que révisé lors de la mise à jour annuelle des niveaux de référence (MANR) de 2001.

À la fin de mars 2002, les ministères financés par le *Plan d'action 2000* ont fait rapport de dépenses totales de 35,2 M\$, ce qui inclut les salaires et les avantages sociaux des employés, les frais de logement lorsqu'ils s'appliquent, le coût des opérations, et les coûts des subventions et des redevances. Ce montant comprend aussi les contributions aux communications ministérielles (2,5 M\$ provenant d'un prélèvement de 1% sur le budget de chaque mesure) et de coût de l'initiative BIOCAP (600 000\$ venant de mesures spécifiques) .

Le solde serait constitué de toutes les sommes non dépensées; elles ont été soit réaffectées lors de la MANR, soit reconduites, soit périmées. Lorsque tous les processus financiers ministériels seront complétés, les sommes finales seront confirmées et les valeurs seront ajustées.

Pour 2001-2002, les ministères financés rapportent un solde de 29,6 M\$ tel qu'illustré par la figure 1 ci-dessous.

Figure 1: Performance financière globale pour 2001-2002



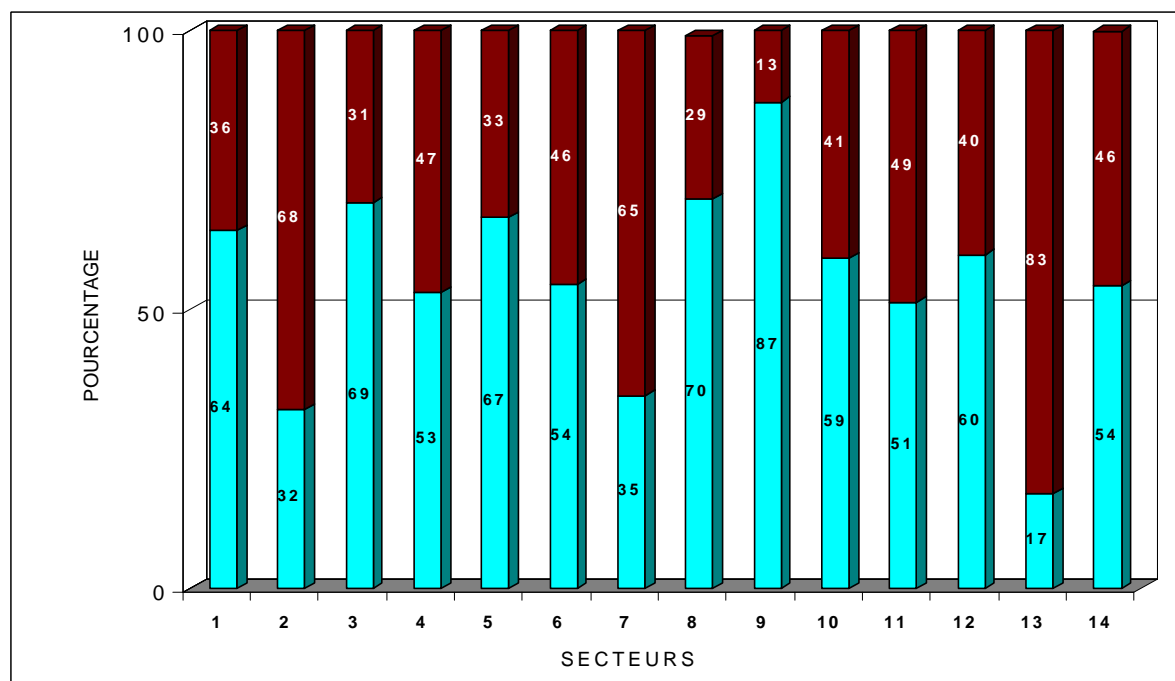
L'Annexe 1 fournit les données détaillées des dépenses et des profils révisés de financement pour toutes les mesures.

Dépenses sectorielles et soldes

La situation financière présentée à la page précédente est maintenant ventilée par secteur dans la figure 2 ci-dessous. Les données des secteurs pour l'année financière 2001-2002 présentent, en pourcentages du budget approuvé pour 2001-2002, les dépenses (zones claires) et les soldes (zones foncées).

Tel que mentionné dans le Premier rapport d'étape (Janvier 2002), les dépenses totales prévues pour 2001-2002 à la fin de novembre 2001 étaient de 43,8 M\$. Les ministères ont souligné que ce manque à dépenser était principalement dû au fait que le recrutement des experts a requis plus de temps que prévu retardant d'autant la mise en marche totale de plusieurs activités du programme. Si on considère que les ministères n'ont reçu leurs ressources financières qu'en novembre 2001, le rapport moyen de dépenses globales (35,2 M\$, 54%) reflète la période actuelle de disponibilité des fonds pour la mise en oeuvre du programme.

Figure 2: Performance financière sectorielle pour 2001-2002 :



- | | | |
|-------------------|----------------------------|-------------------------------|
| 1 = Transports | 6 = Foresterie | 11 = Ind. Multisectorielles |
| 2 = Électricité | 7 = Minéraux & Métaux | 12 = Connaissances et assises |
| 3 = Hydrocarbures | 8 = Ind. Intersectorielles | 13 = Com. autochtones et Nord |
| 4 = Édifices | 9 = Prêcher par l'exemple | 14 = Situation globale |
| 5 = Agriculture | 10 = Internationale | |

L'Annexe 2 de ce rapport donne de plus amples détails en terme de performance et de résultats et fournit les explications associées aux dépenses des mesures en 2001-2002.

Sur la base des profils révisés de financement, le budget de l'année financière 2002-2003 a été établi à 113 M\$. Les objectifs, les étapes intermédiaires et les résultats anticipés en 2002-2003 pour chaque mesure font aussi partie du contenu de l'Annexe 2 du rapport.

PROCHAINES ÉTAPES

La base du *Plan d'action 2000* repose sur l'action coordonnée, soutenue et bien informée des gouvernements, de l'industrie, des groupes intéressés et des Canadiennes et des Canadiens. Il s'agit d'une initiative à long terme dont les actions au cours des premières années sont destinées à bâtir des partenariats actifs, à établir l'infrastructure nécessaire à l'atteinte de réductions significatives d'émissions de GES pour 2010 et à poursuivre le développement de la connaissance et de ses assises.

Au cours de la prochaine année, la priorité sera la mise en oeuvre complète du programme. On anticipe des réductions d'émissions, bien que modestes, dans des secteurs spécifiques. À court terme, on prévoit des réductions additionnelles dans le secteur des édifices et on s'attend à ce que l'initiative multisectorielle du Projet pilote d'élimination et de réduction des émissions et d'apprentissage (PPEREA) commence à produire des réductions de GES. On s'attend à des réductions annuelles bien modestes dans les premières années du programme. Ces réductions d'émissions vont augmenter durant la période financement et au delà; au fur et à mesure que le financement augmentera et que le programme atteindra son niveau de maturité et que les buts et objectifs du *Plan d'action 2000* seront plus fermement intégrés à la société canadienne.

Pendant que des partenariats continuent à s'élaborer et à évoluer et qu'on compare les résultats aux objectifs de performance et aux jalons intermédiaires, il sera peut-être nécessaire d'apporter certains ajustements au niveau des mesures et des secteurs. Les préparatifs de la révision de mi-programme planifiée pour l'automne 2003 commenceront aussi en 2002-2003; ces préparatifs incluront l'élaboration de critères d'évaluation et une revue des objectifs de GES.

En vue de cette révision de mi-programme, il est nécessaire de regarder les objectifs de GES spécifiques à chaque mesure vers la fin de 2002-2003 compte tenu que certains ministères ont déjà signalé le besoin de réviser leurs propres objectifs en réponse à des environnements opérationnels changeants et à de nouvelles connaissances. Toute proposition pour une révision des objectifs de GES sera supportée par une analyse détaillée.

Comme tout dossier horizontal de la taille et de la complexité du changement climatique, la gestion efficace du *Plan d'action 2000* deviendra un élément-clé pendant que les structures et les mécanismes de support de la gouvernance vont continuer à évoluer. Des rapports sur les progrès et la performance continueront à être produits sur une base annuelle, appuyés par des rapports d'étape semi-annuels abrégés.

ANNEXE 1

PLAN D'ACTION 2000

SECTEURS ET MESURES

DÉPENSES ET TRANSFERTS DE FONDS POUR 2001-2002

ET

PROFILS RÉVISÉS DE FINANCEMENT DES MESURES

DÉPENSES ET TRANSFERTS DE FONDS POUR 2001-2002

PLAN D'ACTION 2000 SECTEURS / MESURES	OBJECTIF DE RÉDUCTION	FINANCEMENT TOTAL APPROUVÉ	FINANCEMENT APPROUVÉ 2001- 2002	DÉPENSES AU 31 MARS 2002	SOLDE
	Mt	M\$	\$	\$	\$

TRANSPORTS					
Programme de démonstrations de transport urbain	0.8	40	1,316,800	533,107	783,693
Programme d'efficacité des carburants pour les véhicules moteurs	5.2	16	1,500,000	1,183,000	317,000
Alliance canadienne sur les piles à combustible dans les transports	0.09	23	1,000,000	820,000	180,000
Programme Combustibles de l'avenir	0.8	3	649,000	348,000	301,000
Programme de l'efficacité et des technologies du transport de marchandises	2	14	1,821,540	1,148,154	673,386
SOUS-TOTAL	8.89	96	6,287,340	4,032,261	2,255,079
%				64%	36%

ÉLECTRICITÉ					
Engagements et Ententes	0	2	1,000,000	540,000	460,000
Achats gouvernementaux	0.235	30	1,000,000	697,100	302,900
Incitation à l'expansion des marchés	1.4	25	2,700,000	222,584	2,477,416
Production de l'électricité sur place	0,000 1	1.2	400,000	106,000	294,000
Réduction des obstacles au commerce et à la transmission interprovinciale de l'électricité	5.4	0.75	250,000	202,000	48,000
Renseignements aux consommateurs	0	1.05	350,000	55,250	294,750
SOUS-TOTAL	7.0351	60	5,700,000	1,822,934	3,877,066
%				32%	68%

PLAN D'ACTION 2000 SECTEURS / MESURES	OBJECTIF DE RÉDUCTION	FINANCEMENT TOTAL	FINANCEMENT APPROUVÉ	DÉPENSES AU	SOLDE
	Mt	APPROUVÉ M\$	2001- 2002 \$	31 MARS 2002 \$	
HYDROCARBURES					
Captage et Stockage du CO ₂	7	25	2,865,000	1,978,370	886,630
SOUS-TOTAL	7	25	2,865,000	1,978,370	886,630
%				69%	3%
ÉDIFICES					
Initiative de modernisation des édifices commerciaux/institutionnels	2.2	30	4,500,000	1,587,727	2,912,273
Améliorer l'efficacité énergétique des édifices résidentiels	1.1	35	4,000,000	2,186,170	1,813,830
Programme de normes accélérées pour l'équipement et les appareils	2.8	30	3,000,000	2,324,496	675,504
SOUS-TOTAL	6.1	95	11,500,000	6,098,393	5,401,607
%				53%	47%
AGRICULTURE					
Gestion des nutriments, du bétail et des sols	5.8	21	1,322,000	1,322,000	0
Fermes modèles de recherche agricole	0	5	1,000,000	225,000	775,000
SOUS-TOTAL	5.8	26	2,322,000	1,547,000	775,000
%				67%	33%
FORESTERIE					
Reboisement	0.002	6	1,000,000	280,000	720,000
Bandes boisées	0.3	4	800,000	700,000	100,000
SOUS-TOTAL	0.302	10	1,800,000	980,000	820,000
%				54%	46%

PLAN D'ACTION 2000 SECTEURS / MESURES	OBJECTIF DE RÉDUCTION	FINANCEMENT TOTAL	FINANCEMENT APPROUVÉ	DÉPENSES AU	SOLDE
	Mt	APPROUVÉ	2001- 2002	31 MARS 2002	
		M\$	\$	\$	\$

MINÉRAUX ET MÉTAUX					
Matériaux cimentiers supplémentaires	0.45	1.1	220,000	51,800	168,200
Routes de béton	0.5	3.5	700,000	81,900	618,100
Études/Surveillance du potentiel de réductions des GES	0	2	400,000	254,100	145,900
Technologies de recyclage améliorées	0.7	3.4	680,000	302,900	377,100
SOUS-TOTAL	1.65	10	2,000,000	690,700	1,309 300
%				35%	65%

MESURES INDUSTRIELLES INTERSECTORIELLES					
Mise en valeur : plate-forme d'action volontaire de l'industrie					
Expansion du PÉÉIC	3	2.5	200,000	200,000	0
Repérage amélioré	0	5.5	1,100,000	879,500	220,500
Gestion améliorée au niveau des compagnies des émissions GES					
Analyses des niveaux de référence	1.2	8	800,000	637,737	162,263
Vérification de l'efficacité énergétique	0.5	5	500,000	549,100	-49,100
Projet pilote de la chaîne d'approvisionnement	0	1	100,000	73,045	26,955
Création de la sensibilisation	1.1	2.5	400,000	91,479	308,521
Encouragement de l'investissement de capital spécifique					
Aide aux systèmes de co-production et chauffage collectif	0	0.1	50,000	50,000	0
Programme incitatif pour les bâtiments industriels	0.01	3	400,000	208,411	191,589
Prog. amélioré de mise en oeuvre de l'initiative sur l'énergie renouvelable	0.003	2	200,000	0	200,000
Système de cotation de l'efficacité énergétique	1.4	2.5	300,000	138,349	161,651
SOUS-TOTAL	7.213	32.1	4,050,000	2,827,621	1,222,379
%				70%	30%

PLAN D'ACTION 2000 SECTEURS / MESURES	OBJECTIF DE RÉDUCTION	FINANCEMENT TOTAL	FINANCEMENT APPROUVÉ	DÉPENSES AU	SOLDE
	Mt	APPROUVÉ	2001- 2002	31 MARS 2002	
		M\$	\$	\$	\$

PRÊCHER PAR L'EXEMPLE					
Inventaire et planification des GES	0	7.5	1,500,000	1,300,000	200,000
Meilleures pratiques et programmes de soutien	0.3	5.5	960,000	845,000	115,000
SOUS-TOTAL	0.3	13	2,460,000	2,145,000	315,000
%				87%	13%

MESURES INTERNATIONALES					
Bureau MDP/AC	20	25.25	2,520,000	1,720,000	800,000
Technologies	0	9.75	1,651,500	746,750	904,750
SOUS-TOTAL	20	35	4,171,500	2,466,750	1,704,750
%				59%	41%

MESURES INDUSTRIELLES MULTISECTORIELLES					
Protection de la ligne de base	0	1.7	299,840	274,840	25,000
PPPERA	3	15	2,528,000	334,000	2,194,000
Centre canadien de vérification des gaz à effet de serre	0	2.5	500,000	410,000	90,000
Engagements et Ententes	0	5	1,666,666	532,716	1,133,950
Technologies	0	20	4,323,500	3,229,100	1,094,400
SOUS-TOTAL	3	44.2	9,318,006	4,780,656	4,537,350
%				51%	49%

PLAN D'ACTION 2000 SECTEURS / MESURES	OBJECTIF DE RÉDUCTION	FINANCEMENT TOTAL	FINANCEMENT APPROUVÉ	DÉPENSES AU	SOLDE
	Mt	APPROUVÉ	2001- 2002	31 MARS 2002	
		M\$	\$	\$	\$

CONNAISSANCES ET ASSISES					
Science du climat	0	20	3,772,650	2,945,000	827,650
Impacts et Adaptation	0	30	4,910,000	2,247,982	2,662,018
SOUS-TOTAL	0	50	8,682,650	5,192,982	3,489,668
%				60%	40%

COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES ET DU NORD					
Programme du changement climatique des communautés autochtones et du Nord	0	3.7	3,700,000	628,900	3,071,100
SUB-TOTAL		3.7	3,700,000	628,900	3,071,100
%				17%	83%

BUDGET GLOBAL	67.2901	500	64,856,496	35,191,567	29,664,929
%				54%	46%

INITIATIVES SPÉCIALES SUBVENTIONNÉES PAR LE PA-2000

COMMUNICATIONS MINISTÉRIELLES		5	2,515,400	1,465,562	1,049,838
<i>TAXE DE 1% IMPOSÉE À TOUTES LES MESURES</i>				58%	42%

BIOCAP		2.8	600,000	600,000	0
<i>CONTRIBUTIONS PROVENANT DE DIVERSES MESURES</i>				100%	0,0%

PROFILS RÉVISÉS DE FINANCEMENT DES MESURES

PLAN D'ACTION 2000 SECTEURS / MESURES	Réduction visée (Mt)	2001/02 \$	2002/03 \$	2003/04 \$	2004/05 \$	2005/06 \$	TOTAL \$
TRANSPORTS							
Programme de démonstrations de transport urbain	0.8	533,107	10,414,893	10,090,200	9,443,000	9,518,800	40,000,000
Programme d'efficacité des carburants pour les véhicules moteurs	5.2	1,183,000	2,817,000	4,000,000	4,000,000	4,000,000	16,000,000
Alliance canadienne sur les piles à combustible dans les transports	0.09	820,000	3,180,000	5,000,000	8,000,000	6,000,000	23,000,000
Programme Combustibles de l'avenir	0.8	348,000	788,000	721,000	574,000	569,000	3,000,000
Programme efficacité et technologies du transport de marchandises	2	1,148,154	3,684,746	3,117,460	3,010,660	3,038,980	14,000,000
SOUS-TOTAL	8.89	4,032,261	20,884,639	22,928,660	25,027,660	23,126,780	96,000,000
ÉLECTRICITÉ							
Engagements et Ententes	0	540,000	1,460,000	0	0	0	2,000,000
Achats gouvernementaux	0.235	697,100	2,252,900	5,960,000	9,090,000	12,000,000	30,000,000
Incitation à l'expansion des marchés	1.4	222,584	4,088,604	5,033,604	7,377,604	8,277,604	25,000,000
Production de l'électricité sur place	0.0001	106,000	694,000	400,000	0	0	1,200,000
Réduction des obstacles au commerce et à la transmission interprovinciale de l'électricité	5.4	202,000	348,000	200,000	0	0	750,000
Renseignements aux consommateurs	0	55,250	644,750	350,000	0	0	1,050,000
SOUS-TOTAL	7.0351	1,822,934	9,488,254	11,943,604	16,467,604	20,277,604	60,000,000
HYDROCARBURES							
Captage et Stockage du CO ₂	7	1,978,370	3,483,672	3,037,958	8,250,000	8,250,000	25,000,000
SOUS-TOTAL	7	1,978,370	3,483,672	3,037,958	8,250,000	8,250,000	25,000,000

PLAN D'ACTION 2000 SECTEURS / MESURES	Réduction visée (Mt)	2001/02 \$	2002/03 \$	2003/04 \$	2004/05 \$	2005/06 \$	TOTAL \$
ÉDIFICES							
Modernisation des édifices commerciaux/institutionnels	2.2	1,587,727	6,117,273	7,590,000	7,870,000	6,835,000	30,000,000
Améliorer l'efficacité énergétique des édifices résidentiels	1.1	2,186,170	6,953,830	8,000,000	8,900,000	8,960,000	35,000,000
Prog. de normes accélérées pour l'équipement et les appareils	2.8	2,324,496	6,228,504	7,149,000	7,149,000	7,149,000	30,000,000
SOUS-TOTAL	6.1	6,098,393	19,299,607	22,739,000	23,919,000	22,944,000	95,000,000
AGRICULTURE							
Gestion des nutriments, du bétail et des sols	5.8	1,322,000	3,319,000	5,311,000	5,440,000	5,608,000	21,000,000
Fermes modèles de recherche agricole	0	225,000	1,260,000	1,260,000	1,255,000	1,000,000	5,000,000
SOUS-TOTAL	5.8	1,547,000	4,579,000	6,571,000	6,695,000	6,608,000	26,000,000
FORESTERIE							
Reboisement	0.002	280,000	1,970,000	2,250,000	1,500,000	0	6,000,000
Bandes boisées	0.3	700,000	900,000	800,000	800,000	800,000	4,000,000
SOUS-TOTAL	0.302	980,000	2,870,000	3,050,000	2,300,000	800,000	10,000,000
MINÉRAUX ET MÉTAUX							
Matériaux cimentiers supplémentaires	0.45	51,800	388,200	220,000	220,000	220,000	1,100,000
Routes de béton	0.5	81,900	1,318,100	700,000	700,000	700,000	3,500,000
Études/Surveillance du potentiel de réductions des GES	0	254,100	545,900	400,000	400,000	400,000	2,000,000
Technologies de recyclage améliorées	0.7	302,900	1,057,100	680,000	680,000	680,000	3,400,000
SOUS-TOTAL	1.65	690,700	3,309,300	2,000,000	2,000,000	2,000,000	10,000,000

PLAN D'ACTION 2000 SECTEURS / MESURES	Réduction visée (Mt)	2001/02 \$	2002/03 \$	2003/04 \$	2004/05 \$	2005/06 \$	TOTAL \$
--	-------------------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	-------------

MESURES INDUSTRIELLES INTERSECTORIELLES							
Mise en valeur : plate-forme d'action volontaire de l'industrie							
Expansion du PÉÉIC	3	200,000	500,000	600,000	600,000	600,000	2,500,000
Repérage amélioré	0	879,500	1,380,500	1,080,000	1,080,000	1,080,000	5,500,000
Gestion améliorée au niveau des compagnies des émissions GES							
Analyses des niveaux de référence	1.2	637,737	1,522,263	1,480,000	2,180,000	2,180,000	8,000,000
Vérification de l'efficacité énergétique	0.5	549,100	850,900	1,200,000	1,200,000	1,200,000	5,000,000
Projet pilote de la chaîne d'approvisionnement	0	73,045	226,955	250,000	250,000	200,000	1,000,000
Création de la sensibilisation	1.1	91,479	908,521	500,000	500,000	500,000	2,500,000
Encouragement de l'investissement de capital spécifique							
Aide aux systèmes de co-production et chauffage collectif	0	50,000	50,000	0	0	0	100,000
Programme incitatif pour les bâtiments industriels	0.01	208,411	705,589	662,000	712,000	712,000	3,000,000
Prog. amélioré de mise en oeuvre de l'initiative sur l'énergie renouvelable	0.003	0	500,000	500,000	500,000	500,000	2,000,000
Système de cotation de l'efficacité énergétique	1.4	138,349	519,651	612,000	612,000	618,000	2,500,000
SOUS-TOTAL	7.213	2,827,621	7,164,379	6,884,000	7,634,000	7,590,000	32,100,000

PRÊCHER PAR L'EXEMPLE							
Inventaire et planification des GES	0	1,300,000	1,700,000	1,500,000	1,500,000	1,500,000	7,500,000
Meilleures pratiques et programmes de soutien	0.3	845,000	1,175,000	1,160,000	1,160,000	1,160,000	5,500,000
SOUS-TOTAL	0.3	2,145,000	2,875,000	2,660,000	2,660,000	2,660,000	13,000,000

MESURES INTERNATIONALES							
Bureau MDP/AC	20	1,720,000	5,480,000	5,680,000	6,055,000	6,315,000	25,250,000
Technologies	0	746,750	2,884,250	2,295,000	2,137,000	1,687,000	9,750,000
SOUS-TOTAL	20	2,466,750	8,364,250	7,975,000	8,192,000	8,002,000	35,000,000

PLAN D'ACTION 2000 SECTEURS / MESURES	Réduction visée (Mt)	2001/02 \$	2002/03 \$	2003/04 \$	2004/05 \$	2005/06 \$	TOTAL \$	
MESURES INDUSTRIELLES MULTISECTORIELLES								
Protection de la ligne de base	0	274,840	375,040	350,040	350,040	350,040	1,700,000	
PPERA	3	334,000	5,081,000	3,785,000	5,800,000	0	15,000,000	
Centre canadien de vérification des gaz à effet de serre	0	410,000	590,000	500,000	500,000	500,000	2,500,000	
Engagements et Ententes	0	532,716	2,800,617	1,666,667	0	0	5,000,000	
Technologies	0	3,229,100	5,409,600	4,799,500	3,510,500	3,051,300	20,000,000	
SOUS-TOTAL	3	4,780,656	14,256,257	11,101,207	10,160,540	3,901,340	44,200,000	
CONNAISSANCES ET ASSISES								
Science du climat	0	2,945,000	6,170,100	5,564,800	5,320,100	0	20,000,000	
Impacts et Adaptation	0	2,247,982	8,437,000	8,205,000	6,695,000	4,415,000	30,000,000	
SOUS-TOTAL	0	5,192,982	14,607,118	13,769,800	12,015,100	4,415,000	50,000,000	
COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES ET DU NORD								
Programme du changement climatique des communautés autochtones et du Nord		629,000	2,071,000	1,000,100	0	0	3,700,000	
SOUS-TOTAL		628,900	2,071,000	1,000,100	0	0	3,700,000	
TOTAL		67.2901	35,191,567	113,252,476	115,660,329	125,320,904	110,574,724	500 000 000

ANNEXE 2

RAPPORT SPÉCIFIQUE DE CHAQUE MESURE

NOTE AU LECTEUR

Les rapports de l'annexe 2 n'ont pas été traduits.

Tout lecteur qui désire obtenir certains de ces rapports en langue française peut en faire la demande en téléphonant au Secrétariat du changement climatique au 613-943-2685.

TABLE DES MATIÈRES

ONGLET

SECTEURS

- Mesures
-

01 TRANSPORTS

- Programme de démonstrations de transport urbain
- Programme d'efficacité des carburants pour les véhicules moteurs
- Alliance canadienne sur les piles à combustible dans les transports
- Programme Combustibles de l'avenir
- Programme de l'efficacité et des technologies du transport de marchandises

02 ELECTRICITÉ

- Engagements et Ententes
- Achats gouvernementaux d'électricité produite par des ressources renouvelables
- Incitation à l'expansion des marchés
- Production de l'électricité sur place
- Réduction des obstacles au commerce et à la transmission interprovinciale de l'électricité: première partie
- Réduction des obstacles au commerce et à la transmission interprovinciale de l'électricité: deuxième partie
- Renseignements aux consommateurs

03 HYDROCARBURES:

- Captage et stockage du CO₂

04 ÉDIFICES

- Modernisation des édifices commerciaux/institutionnels
- Améliorer l'efficacité énergétique des édifices résidentiels
- Programme de normes accélérées pour l'équipement et les appareils

- 05 AGRICULTURE**
- **Gestion des nutriments, du bétail et des sols**
 - **Fermes modèles de recherche agricole**
- 06 FORESTERIE**
- **Reboisement**
 - **Bandes boisées**
- 07 MINÉRAUX ET MÉTAUX**
- **Matériaux cimentiers supplémentaires**
 - **Routes de béton**
 - **Études/Surveillance du potentiel de réductions des GES**
 - **Technologies de recyclage améliorées**
- 08 MESURES INDUSTRIELLES INTERSECTORIELLES**
- **Expansion du Programme d'économie d'énergie dans l'industrie canadienne**
 - **Surveillance et déclaration améliorées relativement au rendement énergétique et aux tendances en matière d'émissions**
 - **Analyses des niveaux de référence**
 - **Vérification de l'efficacité énergétique**
 - **Projet pilote de la chaîne d'approvisionnement**
 - **Création de la sensibilisation**
 - **Programme incitatif pour les bâtiments industriels**
 - **Prog. amélioré de mise en oeuvre de l'initiative sur l'énergie renouvelable**
 - **Système de cotation de l'efficacité énergétique**
 - **Aide aux systèmes de co-production et chauffage collectif**
- 09 PRÊCHER PAR L'EXEMPLE**
- **Inventaire et planification des GES**
 - **Meilleures pratiques et programmes de soutien (Le défi du leadership)**
- 10 MESURES INTERNATIONALES**
- **Bureau MDP/AC**
 - **Technologies**

- 11 MESURES INDUSTRIELLES MULTISECTORIELLES**
- **Protection de la ligne de base**
 - **Projet pilote d'éliminations et de réductions des émissions et d'apprentissage**

 - **Centre canadien de vérification des gaz à effet de serre**
 - **Engagements et Ententes**
 - **Technologies**
- 12 CONNAISSANCES ET SES ASSISES**
- **Science du climat**
 - **Impacts et adaptation**
- 13 PROGRAMME SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES DU NORD**
- 14 COMMUNICATIONS MINISTÉRIELLES**
- 15 BIOCAP**